

## Phase 2 du Port de Kribi : Une nouvelle ère logistique au service de l'industrie





**Vincent KOUETE**  
Secrétaire Général du SYNDUSTRICAM

## Un nouvel élan pour l'information industrielle

**Chers membres, chers partenaires,**

C'est avec enthousiasme et engagement que nous vous présentons ce premier numéro de "Les Chroniques de l'Industrie", la nouvelle publication du Syndicat des Industriels du Cameroun (SYNDUSTRICAM).

À travers cette initiative, nous faisons le choix de la régularité, de la clarté et de la proximité.

Régulièrement, ce Bulletin d'information vous apportera un regard structuré sur l'essentiel

de l'actualité économique nationale, régionale et mondiale - avec un objectif clair : en décrypter les implications concrètes pour notre secteur industriel.

Ce bulletin se veut aussi une vitrine de notre action syndicale, de la voix des indus-

triels que nous relayons dans les instances nationales et régionales, des combats et actions que nous menons pour une meilleure compétitivité de notre environnement, mais aussi des initiatives portées par nos membres dans toutes les régions du pays.

Informar, alerter, proposer et fédérer : telle est la vocation de cette publication, à l'heure

où notre tissu industriel est appelé à jouer un rôle de premier plan dans la transformation structurelle de notre économie. Nous comptons sur votre lecture active, vos retours critiques et vos contributions pour faire de ce bulletin un outil vivant, utile et fédérateur. Solidairement,

**“ Ce bulletin se veut aussi une vitrine de notre action syndicale, de la voix des industriels que nous relayons dans les instances nationales et régionales...”**

**Vincent KOUETE**

**Secrétaire Général du SYNDUSTRICAM**





## Statistiques clés

*Les industries : 14% du tissu des entreprises pour 30% du chiffre d'affaires*

Le tout récent 3<sup>e</sup> Recensement Général des Entreprises (RGE3) de l'Institut National de la Statistique (INS) confirme un fait structurel de l'économie camerounaise : le secteur industriel pèse lourd en valeur, mais reste fragile en nombre et en organisation.

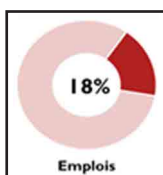
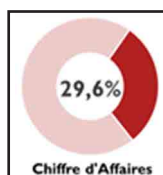
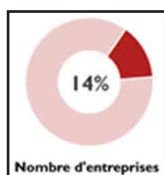
14 % seulement des entreprises recensées relèvent du secteur secondaire (soit 61 542 sur 438 893).

Ces unités génèrent près de 30% du chiffre d'affaires national.

Ce paradoxe illustre une industrie peu dense mais à forte intensité économique, concentrée dans quelques filières majeures comme l'agroalimentaire (9,1% du CA total), l'extraction (6,5%) et l'énergie (2,9%).

Le secteur secondaire représente en outre 18% des effectifs employés dans les entreprises au Cameroun.

Pour plus d'informations, le Rapport de dénombrement du RGE peut être consulté sur le site web : <https://ins-cameroun.cm>



## Made in Cameroon

*07 entreprises et 128 nouveaux produits admis au régime préférentiel CEMAC*

Le Made in Cameroon renforce sa présence régionale. Le 08 mai 2025, lors d'une cérémonie au Ministère du Commerce, 07 entreprises industrielles ont reçu l'agrément CEMAC pour 128 nouveaux produits. Ce régime préférentiel communautaire permet à ces produits de circuler librement entre États membres sans droits de douane, renforçant leur compétitivité sur le marché régional et les plaçant en pôle position pour relever les défis posés par la ZLECAf.

Les bénéficiaires : Top Food Cameroun, Hoka Industrie, Keda Cameroun Ceramics, Sika Cameroun Sarl, M and M Product Sarl, Ets Sweet Choco et Jamalia Group Ltd.

Avec cette nouvelle vague, le Cameroun atteint 77 entreprises agréées pour 1 208 produits relevant du régime, confirmant son rôle de leader industriel en zone CEMAC et sa contribution au commerce intra-africain dans le cadre de la ZLECAf.

Pour rappel, ce régime est accordé aux produits industriels reconnus comme fabriqués dans le territoire de la Communauté, notamment si les matières premières communautaires représentent au moins 40% de la valeur des matières premières utilisées ou si la valeur ajoutée locale est au moins égale à 30% de la valeur sortie-usine. Les membres sont encouragés à capitaliser sur ce levier d'intégration régionale !





*Kribi n'est plus seulement un port mais un levier de transformation pour l'industrie camerounaise !*

## Phase 2 du Port de Kribi : Une nouvelle ère logistique au service de l'industrie

**L**e 8 mai 2025, l'accostage du MSC TURKIYE, l'un des plus grands porte-conteneurs au monde (24 346 EVP), a marqué l'entrée du Port de Kribi dans une nouvelle dimension. Cet événement, rendu possible par la mise en service de la Phase 2 du port en eau profonde, positionne Kribi comme un hub logistique majeur pour l'Afrique centrale. Pour les industriels, cette nouvelle ère est synonyme :

Des économies d'échelle logistiques : baisse de 15 à 25% des coûts unitaires de fret grâce aux méga-navires.

Des délais réduits : exportation vers l'Europe en 15 jours, Asie en 30 jours.

Des approvisionnements plus fiables : réduction des stocks de sécurité et meilleure synchronisation des chaînes de production. En outre, la nouvelle dimension acquise par le Port de Kribi ouvre des opportunités industrielles nouvelles notamment, le

développement d'activités locales connexes (logistique, maintenance, transformation, emballage, ...) la montée en puissance de la Zone industrielle intégrée du port de Kribi (ZIIPK) et l'accès élargi aux chaînes de valeur régionales dans le cadre de la ZLECAf.

Même si de nombreux défis restent à relever pour optimiser le potentiel de cette infrastructure (connexion avec l'intérieur du pays par routier / chemin de fer, numérisation complète des procédures douanières et portuaires, adaptation des industriels aux nouveaux standards logistiques, ...), les industriels devraient d'ores et déjà repenser leur stratégie autour du port de Kribi, renforcer les outils numériques de gestion logistique, former leurs équipes aux procédures et participer activement au dialogue public-privé.

*Pour en savoir plus, consultez l'analyse complète sur [www.syndustricam.org](http://www.syndustricam.org)*

# Commerce mondial : ce sommet des Ministres de l'OMC qui écrira (aussi) notre avenir industriel

Dans le cadre des préparatifs de la 14<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'OMC (CM14), que le Cameroun accueillera en mars 2026, la Directrice Générale de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), Mme Ngozi Okonjo-Iweala, a effectué une visite officielle à Yaoundé en fin mai 2025. À cette occasion, elle a tenu une rencontre de haut niveau avec les milieux d'affaires camerounais le mercredi 27 mai à Yaoundé. La délégation du SYNDUSTRI-CAM y était conduite par Mme Tagne Tapia, Présidente de la Section PME/PMI du Syndicat.

## Un commerce mondial sous tension

Placée sous le thème « Pour un commerce inclusif et profitable à tous », la rencontre visait à sensibiliser les opérateurs économiques sur les défis qui freinent la pleine intégration des pays comme le Cameroun dans les chaînes du commerce international.

L'OMC, institution onusienne au cœur du multilatéralisme économique, évolue aujourd'hui dans un environnement sous tension :

paralysie de son organe de règlement des différends ;

retour du protectionnisme dans les grands blocs ;  
tensions croissantes entre puissances commerciales (États-Unis, Chine) ;  
montée des logiques unilatérales.

Dans ce contexte, la CM14 est perçue comme un moment décisif pour l'avenir du système commercial mondial.

## CM14 : Un défi stratégique pour nos industries

La tenue de cette Conférence au Cameroun est une opportunité pour faire entendre la voix du secteur industriel national sur les questions de normes, d'accès aux marchés, de protection des filières locales ou de souveraineté économique.

*Mais encore faut-il se mobiliser dès maintenant pour que cette voix soit préparée, articulée et audible.*



## UN MOT SUR LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

La Conférence ministérielle (CM) est l'organe suprême de décision de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Elle réunit, tous les deux ans, les ministres du commerce des 164 pays membres pour :

décider de l'évolution des règles commerciales internationales, débloquent des négociations (agriculture, biens industriels, services...), trancher sur des sujets sen-

sibles comme les subventions, les normes ou la propriété intellectuelle, fixer les priorités pour rendre le commerce plus équitable et prévisible.

# FOCUS

## BAD : Un nouveau président face à d'immenses défis industriels

**L**e 27 mai 2025, Sidi Ould Tah, ancien Ministre mauritanien des Finances et ex-directeur général de la BADEA, a été élu à une écrasante majorité comme 9<sup>e</sup> Président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD). Il succède à Akinwumi Adesina pour un mandat de cinq ans, à la tête de la principale institution panafricaine de financement du développement.

Il prend les rênes au moment où la BAD fait face à plusieurs défis dont les moindres ne sont pas la mobilisation de financement dans un contexte d'incertitudes géopolitiques croissantes, de tensions commerciales, d'intensification des phénomènes climatiques, de

resserrement des commissions financières et de la baisse de l'aide publique au développement ; autant de facteurs qui pèseront comme des contraintes à la réalisation de l'ambitieux Plan décennal 2024-2033 lancé par la Banque pour l'industrialisation de l'Afrique.



### LA BAD AU CAMEROUN : 28 PROJETS POUR 1 611,7 MILLIARDS DE FCFA

Le Groupe de la Banque africaine de développement est un partenaire stratégique du Cameroun, en particulier dans le secteur des infrastructures. Au 10 mars 2025, le portefeuille actif de la Banque africaine de développement (BAD) au Cameroun atteint 1 611,7 milliards de FCFA, répartis sur 28 projets. Trois secteurs con-

centrent l'essentiel de ces engagements :

Transports (68 % du portefeuille) : Plus de 1 050 milliards de FCFA engagés, notamment pour la route Ngaoundéré-Garoua, axe clé du corridor Douala-N'Djamena, l'aménagement de la Zone Industrielle du port de Kribi, le corridor Yaoundé-Brazzaville, la route

Babadjou-Bamenda.

Eau & énergie : Barrage de Nachtigal, interconnexion électrique Cameroun-Tchad, programme PARSEC pour la stabilité du secteur.

Agriculture (9,3 %) : Soutien au développement des chaînes de valeur agricoles (riz, maïs, manioc), notamment via le programme PD-CVA.

### LE SECTEUR PRIVÉ AU CŒUR DE L'ACTION DE LA BAD

L'une des orientations fondamentales de l'action de la Banque Africaine de Développement est de promouvoir une croissance inclusive tirée par le secteur privé. En investissant massivement dans les corridors logistiques, l'énergie, le numérique, la Banque crée les conditions

d'émergence d'un secteur privé industriel compétitif. En outre, le Plan décennal 2024-2033 prévoit des appuis directs au développement de 10 chaînes de valeur prioritaires, (agro-industrie, matériaux de construction, pharmacie, textile, électronique, ...) et aux PME dirigées

par des jeunes et des femmes. En sus, la BAD encourage une gouvernance industrielle plus inclusive, en appelant les organisations du secteur privé - comme le SYNDUS-TRICAM - à jouer un rôle structurant dans le dialogue sur les priorités nationales et régionales.

# Aperçu du cadre de gestion des résultats du plan décennal 2024–2033 de la BAD

| UNE AFRIQUE PROSPÈRE, INCLUSIVE, RÉSILIENTE ET INTÉGRÉE                                        |                                                                                                    |                                                                                                   |                                                                                                                                                 |                                                               |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|
| ACCÉLÉRER LA CROISSANCE VERTE INCLUSIVE EN AFRIQUE                                             |                                                                                                    |                                                                                                   | FAVORISER DES ÉCONOMIES PROSPÈRES ET RÉSILIENTES EN AFRIQUE                                                                                     |                                                               |
| NIVEAU 1                                                                                       |                                                                                                    |                                                                                                   |                                                                                                                                                 |                                                               |
| PROGRÈS DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE                                                            |                                                                                                    |                                                                                                   |                                                                                                                                                 |                                                               |
| ÉCLAIRER L'AFRIQUE ET L'ALIMENTER EN ÉNERGIE                                                   | NOURRIR L'AFRIQUE                                                                                  | INDUSTRIALISER L'AFRIQUE                                                                          | INTÉGRER L'AFRIQUE                                                                                                                              | AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE                                   |
| Accès universel atteint<br>Production d'électricité accrue<br>Efficacité énergétique améliorée | Niveau de malnutrition réduit<br>Productivité agricole améliorée<br>Insécurité alimentaire réduite | La part du PIB de l'industrie manufacturière a augmenté<br>Amélioration de l'accès au financement | Circulation plus rapide des biens, des services et des personnes<br>Infrastructures transfrontalières étendues<br>Commerce intra-africain accru | Chômage réduit<br>Meilleur accès aux services de base         |
| ----- INVESTISSEMENTS PRIORITAIRES TRANSVERSAUX -----                                          |                                                                                                    |                                                                                                   |                                                                                                                                                 |                                                               |
| ACTION CLIMATIQUE À PLUS GRANDE ÉCHELLE                                                        | RÉSILIENCE ACCRUE                                                                                  | DES FEMMES PLUS AUTONOMES                                                                         | INVESTISSEMENT DANS LA JEUNESSE                                                                                                                 | GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE AMÉLIORÉE                              |
| Croissance verte privilégiée<br>Émissions de GES réduites                                      | Résilience accrue aux conflits et aux chocs<br>Nombre de réfugiés et de personnes déplacées réduit | Fossé des inégalités entre les genres réduit                                                      | Chômage réduit chez les jeunes                                                                                                                  | Recettes intérieures accrues<br>Gestion de la dette améliorée |

Retrouvez toute l'actualité de votre Syndicat sur : [www.syndustricam.org](http://www.syndustricam.org)  
Siège : Douala, Rue Boué de Lapeyère (Immeuble Standing House-Akwa) BP : 673 Douala  
Tél. 696 56 75 23 • Email : [doualasyndustricam@yahoo.fr](mailto:doualasyndustricam@yahoo.fr)

## Ils portent la voix des industries - immersion dans nos instances de représentation

### Une présence active du SYNDUSTRICAM dans les instances stratégiques

Représenter les industriels là où se prennent les décisions, défendre leurs intérêts, anticiper les évolutions réglementaires, peser sur les orientations techniques, économiques ou sociales : telle est l'une des missions essentielles du SYNDUSTRICAM. Notre syndicat est présent dans une trentaine de conseils, comités et commissions nationaux, au cœur de l'appareil du dialogue public-privé. À travers cette série intitulée « Ils portent la voix des industriels ! », nous mettons en lumière ces espaces de représentation ainsi que les hommes et femmes qui y siègent au nom du SYNDUSTRICAM. Ils y défendent, avec compétence et conviction, les préoccupa-

tions de l'industrie camerounaise, en veillant à ce que ses spécificités soient prises en compte et ses priorités entendues.



# Série

## Episode 1

### Conseil d'Administration de l'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR)



M. Jean-Jacques EPEE SAME (SG)



**D**ans le paysage industriel camerounais, rares sont les thématiques aussi transversales et structurantes que la normalisation et la qualité. Elles sont au cœur de la compétitivité des entreprises, de la protection des consommateurs et de l'accès aux marchés régionaux et internationaux. C'est dans cet esprit que le SYNDUSTRICAM participe activement au Conseil d'Administration de l'ANOR (Agence des Normes et de la Qualité). Créée par le Décret présidentiel n°2009/296 du 17 septembre 2009, l'ANOR est un établissement public administratif, placé sous la tutelle technique du Ministère de l'Industrie. Elle est chargée de l'élaboration et de l'homologation des normes, de la certification de la conformité aux normes, de la promotion des normes et de la démarche qualité auprès des administrations publiques, parapubliques et des organisations du secteur privé, ainsi que du suivi de la coopération avec des organismes internationaux et des comités spécialisés dans les domaines de la normalisation et de la qualité.

Notre représentant, M. Jean-Jacques EPEE SAME, y siège pour un mandat de trois ans renouvelable. Fort de son expérience et de sa connaissance du tissu industriel local, il porte avec rigueur et engagement les préoccupations des industriels au sein de cette instance stratégique.

#### FINANCES PUBLIQUES : EXPLOSION DES ARRIÈRES DE PAIEMENT DE L'ÉTAT : 853,7 MILLIARDS DE FCFA AU 31 MARS 2025

Au 31 mars 2025, les arriérés de paiement de l'État camerounais atteignent 853,7 milliards FCFA, en hausse de 37,4% sur un an.

Les secteurs les plus touchés sont les biens et services, les investissements et les subventions. Derrière ces chiffres, ce sont des commandes

non payées, des projets à l'arrêt et des entreprises sous tension

(Source : LQE 14 mi 2025)

#### INDUSTRIE CIMENTIÈRE : NOUVELLE LIGNE DE CIMENT DE CIMENCAM À FIGUIL

Le 12 juin 2025, le Premier Ministre inaugurera la nouvelle usine de CIMENCAM à Figuil (Nord). D'un coût de 50 milliards FCFA, cette ligne moderne portera la capacité de

l'usine à 500 000 tonnes de ciment par an, et celle du groupe à 2,5 millions de tonnes. Ce projet illustre la volonté d'industrialisation décentralisée et de renforcement de la production locale.

#### EDÉA, FUTUR PÔLE INDUSTRIEL CIMENTIER

Trois nouvelles cimenteries à capitaux chinois (Sinafcim, CAC et Yousheng Cement) d'une capacité annuelle combinée de plus de 4 millions de tonnes sont annoncées à Édéa

(Source : Journal du Cameroun du 19 mars 2025).

#### PRODUCTION D'ENGRAIS : HYDROCHEM LANCE LA PREMIÈRE USINE AU CAMEROUN

Le 7 mai 2025, Hydrochem Cameroun (Groupe Noutchogouin Jean Samuel) a mis en service à Bonabéri une usine d'engrais d'une capacité de 120 000 tonnes/an, extensible à 150 000. Première unité du genre au

Cameroun, elle permettra de réduire de moitié les importations d'engrais, qui ont coûté plus de 70 milliards F CFA en 2023.

(Source : Investir au Cameroun du jeudi, 08 mai 2025)

#### COTON : LE PARI INDUSTRIEL DU TCHAD

Le Tchad a inauguré à Gounou Gaya une usine d'égrenage de coton de 5 milliards FCFA, portée par Coton Tchad, avec une capacité de 18 200 tonnes/an. Ce nouvel outil renforce de 10% la capacité nationale de transformation

#### GHANA : DANGOTE DÉPLOIE SA STRATÉGIE SUCRIÈRE

Le Ghana a validé l'implantation par Dangote Sugar Refinery d'un complexe sucrier de 12 000 TCD à Kwame Danso, dans la région de Bono. Le

projet inclut 25 000 ha de plantations irriguées et produira sucre, éthanol et mélasse.

(Source : Agence Ecofin du 04 mai 2025)